

Unité départementale de l'Aisne
44, Rue de Tournai
CS 40 259
59019 Lille Cedex

Lille, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BAYER SAS

RUE A. LAURENT DE LAVOISIER
B.P. 2
02250 Marle

Références : 04/02/2026
Code AIOT : 0005100439

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement BAYER SAS implanté 2 RUE ANTOINE LAURENT DE LAVOISIER 02250 Marle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BAYER SAS
- 2 RUE ANTOINE LAURENT DE LAVOISIER 02250 Marle
- Code AIOT : 0005100439
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité du site BAYER à Marle consiste à préparer et conditionner sous différentes formes et formats des produits phytosanitaires.

L'établissement est soumis à autorisation pour 14 rubriques ICPE. Il est classé Seveso Seuil Haut directement au titre de 11 rubriques ICPE.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	5) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	9) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
11	11) Examen d'un dossier de tuyauterie – Etat initial, PI et compte-rendu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	12) Examen d'un dossier d'ouvrage de Génie Civil	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	1) Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	3) Organisation de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	4) Documents Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I	Sans objet
6	6) Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Sans objet
7	7) Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
8	8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
10	10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite DREAL du 04/02/2026 sur l'établissement BAYER SAS de Marle a porté sur l'application de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I).

Cette démarche consiste à la mise en place de contrôles périodiques d'équipements présentant un certain niveau de risques environnementaux et/ou accidentels. La réglementation associée est constituée de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 modifié (art. 28 et 29 - pour les réservoirs de stockage de Liquides Inflammables) et de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié (art. 3 à 8 - pour les autres types d'équipements).

L'exploitant a procédé au recensement des équipements soumis à contrôles périodiques au titre du PM2I, et l'Inspection n'a pas de remarque particulière sur ce recensement initial.

Les modalités de suivi des équipements soumis ont été définies et formalisées dans une note d'organisation.

Toutefois, l'exploitant devra transmettre à l'Inspection les **justificatifs** :

- prouvant la réalisation d'une visite périodique de moins de 5 ans pour la tuyauterie réf. PM2I - 28 ;
- de l'exclusion du suivi PM2I de la cuve d'eaux sales de la station de traitement ;
- de l'analyse de la dernière fiche de surveillance pour le pont de tuyauteries réf. PM2I - 29.

Par ailleurs, l'Inspection formule **5 observations** pour améliorer les modalités de suivi et la formalisation associée.

Pour les justificatifs comme pour les observations, l'exploitant transmettra son retour à l'Inspection

sous 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1) Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ; 2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.
Constats : L'établissement BAYER à Marle est soumis à autorisation pour 14 rubriques ICPE. Il est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct des seuils correspondants pour 11 rubriques. D'après l'étude de dangers remise en 2019, l'établissement est soumis à autorisation pour les 2 rubriques ICPE suivantes, associées aux liquides inflammables : <ul style="list-style-type: none">• 4330 : 600 t ;• 4331 : 3 500 t. L'arrêté ministériel du 03/10/2010 s'applique donc bien à l'établissement. Cela comprend notamment les articles 28 et 29 relatifs au suivi au titre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) des réservoirs de stockage de 10 m ³ équivalents et plus. L'examen du recensement réalisé par l'exploitant des réservoirs de stockage de Liquides inflammables soumis aux articles 28 et 29 de l'AM du 03/10/2010 est détaillé dans les points de contrôle suivants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Pas d'observation formulée pour ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : 2) Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI
Prescription contrôlée : Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'établissement BAYER à Marle est soumis à autorisation pour 14 rubriques ICPE. Il est classé Seveso Seuil Haut par dépassement direct des seuils correspondants pour 11 rubriques. Donc l'arrêté ministériel du 04/10/2010 s'applique bien à l'établissement. Parmi les 14 rubriques ICPE sous le régime de l'autorisation sur site, 9 sont associées à des stockages de substances et mélanges <u>liquides</u> . La suite du présent rapport aborde le recensement des équipements soumis à suivi PM2I au titre de l'AM du 04/10/2010 modifié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3) Organisation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Orga exploitant suivi PM2I
Prescription contrôlée : (...) § 3 - Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. (...) <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...); - le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...); - le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux

<p>équipements sous pression ET</p> <p>- pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier (...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur l'établissement Bayer à Marle, la mise en oeuvre de la démarche du Plan de Modernisation des Installations Industrielles (PM2I) fait intervenir 2 piliers du service Conformité Innovation :</p> <p><u>1) Le pilier Hygiène Sécurité Environnement (HSE) :</u></p> <p>L'équipe HSE est en charge :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du recensement des équipements à suivre au titre du PM2I, • des éventuelles mises à jour de ce recensement ; • de l'établissement des plans d'inspection (par supervision d'un organisme spécialisé). <p><u>2) Le pilier Technique :</u></p> <p>Le pilier Technique s'occupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du suivi des échéances de contrôle ; • de la planification des contrôles et de la mise à disposition des équipements ; • des contacts avec les prestataires et de leur supervision ; • de l'examen des comptes-rendus de contrôles et de la définition des actions correctives éventuelles ; • de l'archivage des comptes-rendus et de la tenue des dossiers d'équipements. <p>A la demande des Inspecteurs, l'exploitant a précisé qu'il confie à une société de contrôle spécialisée toutes les visites à réaliser sur les équipements.</p> <p>L'exploitant a formalisé les modalités de contrôle qu'il met en oeuvre dans le cadre du PM2I dans la note réf. M IT TEC 065 version 3 du 28/09/2023 intitulée "Vérifications des équipements USU soumis au plan de modernisation".</p> <p>En cohérence avec les types d'équipements à suivre, cette note précise les modalités de suivi pour les tuyauteries et le rack contrôlés périodiquement au titre du PM2I. L'examen de ces modalités est retranscrit dans les points de contrôle ci-après.</p> <p>Cette procédure indique que les contrôles sont réalisés par des sociétés extérieures. Elle précise également les modalités d'analyse des comptes-rendus de contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 4 : 4) Documents Qualité (et Lien PM2I – SGS pour les SSH)</p>
<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Docs Qualité (+ Lien PM2I-SGS pour les SSH)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>(...) § 3 - Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. (...)</p> <p>Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion. Elles permettent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le recensement des équipements visés par la section I de l'arrêté du 4 octobre 2010 (...); - le recensement des réservoirs visés à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 (...); - le recensement des tuyauteries et récipients visés par l'arrêté du 15 mars 2000 relatif aux équipements sous pression ET - pour chaque équipement identifié, l'élaboration d'un dossier (...).
<p>Constats :</p> <p>L'établissement Bayer à Marle est classé Seuil Haut. Ainsi, le site dispose d'un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).</p> <p>D'après l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26/05/2014, les dispositions pour la mise en oeuvre du PM2I font partie de l'item 3 "Maîtrise des Procédés - Maîtrise d'exploitation".</p> <p>A la demande des Inspecteurs, l'exploitant a confirmé que la procédure réf. M IT TEC 065 "Vérifications des équipements USU soumis au plan de modernisation" n'est pas liée au SGS du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°01 : L'Inspection demande à l'exploitant de faire le lien entre son Système de Gestion de la Sécurité (SGS) et les documents d'organisation de la démarche PM2I sur son site. Cela pourra se matérialiser par exemple par des références ajoutées dans les documents concernés. L'exploitant transmettra une copie des documents modifiés à cet effet dans un délai de 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : 5) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Constats :

Le pilier "Hygiène Sécurité Environnement" du service Conformité Innovation s'est occupé du recensement des équipements soumis à suivi au titre du PM2I.

Les représentants de l'exploitant ont indiqué que, pour réaliser ce recensement, ils ont repris les critères de soumission figurant dans les arrêtés ministériels du 03/10/2010 et du 04/10/2010. Pour les réservoirs de stockage, l'exploitant a utilisé sa base de données d'équipements de plus de 10 m³.

L'exploitant a conclu à l'absence de réservoir de stockage à suivre au titre du PM2I.

Concernant les modalités de mise à jour de ce recensement, l'exploitant a indiqué qu'il met en oeuvre des dispositions pour analyser au préalable toute modification, dans le cadre de l'item "Gestion des modifications" de son SGS. En séance, l'exploitant a présenté le formulaire réf. M FO 186 (version du 11/12/2024) intitulé "Projet de modification". Ce formulaire est à renseigner en préalable à toute modification pour analyser ses impacts. L'impact réglementaire de la modification (comprenant un éventuel suivi PM2I) apparaît au paragraphe 3 "Risques et exigences légales" du formulaire. L'exploitant a ajouté que le pilier HSE fait partie des services sollicités de façon systématique en cas d'analyse préalable d'une modification.

Les Inspecteurs ont remarqué que l'établissement Bayer à Marle est soumis à autorisation pour les rubriques ICPE suivantes (avec précision des quantités maximales autorisées) :

- 4110-2 : 350 t
- 4120-2 : 350 t
- 4130-2 : 700 t
- 4140-2 : 700 t
- 4330 : 600 t
- 4510 : 12 100 t
- 4511 : 12 100 t

Les mentions de dangers associées à ces substances peuvent induire un suivi de leur contenant si ce contenant (pris individuellement) a un volume dépassant les seuils précisés à l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 ou de l'art. 29 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010.

Les Inspecteurs ont interrogé l'exploitant sur les conditions de stockage et d'utilisation des substances concernées par les rubriques ICPE citées ci-dessus. L'exploitant a confirmé que ces substances sont réceptionnées par Isotainers, GRV ou fûts, c'est-à-dire des récipients mobiles non concernés par la démarche du PM2I. Ces substances sont ensuite conditionnées en bidons (mobiles) de très petits volumes : de 15 mL à 15L.

L'équipe d'Inspection s'est interrogée sur l'absence de suivi PM2I pour la "Cuve d'eaux sales de la station de traitement". L'exploitant a attribué une mention de dangers H410 au contenu. Avec un

<p>volume de 14 m³, cette cuve dépasse le seuil des 10 m³ figurant à l'art. 4 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.</p> <p>L'exploitant a indiqué que, pour ce réservoir, il fait falloir l'exemption au titre d'absence de risque environnemental. D'après le recensement de l'exploitant, ce réservoir se trouve au droit d'une rétention en béton : zone de sensibilité environnementale classée 0, au sens du guide DT 90. L'équipe d'Inspection n'a pas d'objection à l'exemption du suivi PM2I de la cuve d'eaux sales de la Station d'épuration, en raison de la présence d'une rétention en bon état. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu démontrer le respect des conditions associées à cette exemption, figurant en page 7 du guide DT 90, à savoir :</p> <p>a) Pour l'absence de risque à l'intérieur de la cuvette :</p> <p>(...) le réservoir est situé dans une cuvette (béton, membrane,...) <u>en bon état</u> (classe 1 selon guide génie civil cuvettes de rétention et fondation de réservoir) (...)</p> <p>b) Pour l'absence de risque à l'extérieur de la cuvette :</p> <p>1) Afin de protéger les eaux de surface, les abords de la rétention pouvant être atteints par une éventuelle rupture brutale sont drainés vers un système de confinement. (...)</p> <p>2) (...) soit le sol aux abords de la rétention pouvant être atteint par une éventuelle rupture brutale et dans les zones utilisées par le drainage et le confinement citées au premier tiret du b) est pourvu d'un dispositif d'étanchéité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°01 : Afin de valider la première condition (p7 du guide DT 90) pour l'exemption du suivi PM2I de la cuve d'eaux sales de la STEP pour absence de risque environnemental, l'exploitant inclura la rétention associée dans ses équipements suivis dans le cadre du PM2I.</p> <p>Pour cette rétention, l'exploitant devra constituer un dossier complet comprenant un état initial, un plan et un programme d'inspection. L'exploitant devra ensuite contrôler la rétention selon les modalités ainsi définies. Ces documents sont à établir <u>sous 2 mois</u> (à compter de la réception du présent rapport).</p> <p>Demande de justificatif n°01 : L'exploitant transmettra à l'Inspection <u>sous 2 mois</u> (à compter de la réception du présent rapport) les justificatifs prouvant que les risques environnementaux sont prévenus également <u>pour l'extérieur</u> de la cuvette de rétention de la cuve d'eaux sales de la STEP. Ces éléments doivent permettre de valider les conditions figurant aux § b) -1) et b) - 2) de la page 7 du guide DT 90, rappelées ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : 6) Modalités de suivi des réservoirs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon</p>

<p>les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. - pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).
<p>Constats :</p> <p>En l'absence de réservoir suivi au titre du PM2I, l'exploitant n'a pas défini de modalités de suivi.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : 7) Recensement des équipements soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au</p>

vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.

Sont exclus du champ d'application de cet article :

- les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et
- les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et
- les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)

Constats :

Comme indiqué précédemment, le pilier "Hygiène Sécurité Environnement" du service Conformité Innovation s'est occupé du recensement des tuyauteries / capacités soumises à suivi au titre du PM2I.

Les représentants de l'exploitant ont indiqué que, pour réaliser ce recensement, ils ont repris les critères de soumission figurant à l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010. L'exploitant a utilisé sa base de données d'équipements de plus de 10 m³ pour les capacités et de tuyauteries de DN 80 mm et plus.

En tant qu'équipements à suivre au titre de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant a ainsi recensé :

- 0 capacité ;
- 2 tuyauteries.

L'exploitant a précisé que :

- la 1ère tuyauterie (réf. PM2I - 28) est de DN 80 mm. Elle permet de faire la liaison entre les postes de dépotage et les ateliers utilisateurs. Cette tuyauterie comporte une section pour chaque poste de dépotage. La majeure partie de cette tuyauterie se trouve à plusieurs mètres de hauteur.
- la 2ème tuyauterie (réf. PM2I - 03) est enterrée en DN 300 mm. Elle permet d'acheminer des égouttures des postes de dépotage vers une rétention déportée.

Ces 2 tuyauteries ne peuvent pas être exemptées du suivi PM2I au titre de l'absence de risque environnemental.

Par ailleurs, en préalable à la visite, les Inspecteurs ont consulté l'étude de dangers de 2019 du site. Dans la matrice MMR de cette EDD, il n'y a pas de phénomène dangereux de gravité Importante (ou plus) induit par des fuites de tuyauteries ou des défaillances de capacités.

Ainsi, l'équipe d'Inspection n'a pas de remarque sur le recensement réalisé par l'exploitant pour les équipements soumis à suivi PM2I au titre de l'art. 5 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

Lors de la visite de terrain, les Inspecteurs ont pu visualiser la tuyauterie PM2I - 28 (aérienne), ainsi que le puisard marquant le début de la tuyauterie PM2I - 03 (enterrée).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Pas de demande formulée pour ce point de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : 8) Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités
Prescription contrôlée : (...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité. L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)
Constats : Les modalités de suivi au titre du PM2I des 2 tuyauteries sont décrites aux paragraphes 1 et 2 de la note réf. M IT TEC 065 du 28/09/2023 intitulée "Vérifications des équipements USU soumis au plan de modernisation". Ces 2 tuyauteries peuvent véhiculer des fluides classés H410 (ou assimilés H410). Ainsi, l'exploitant a classé ces 2 tuyauteries en classe 1 et prévoit des contrôles tous les 60 mois. L'exploitant a distingué : -> la tuyauterie PM2I - 28 qui est aérienne. La procédure prévoit une recherche par Ultrasons de fissures au niveau des soudures ; -> la tuyauterie PM2I - 03 qui est enterrée. La procédure prévoit un test d'étanchéité (à l'air) et un test d'enfoncement (par compression). Pour la tuyauterie PM2I - 28, l'exploitant a présenté le plan d'inspection APAVE réf. 21212218.03.1 du 25/04/2022. Ce plan étudie d'abord les modes de dégradation potentiels pour cette tuyauterie. Il prévoit tous les 60 mois des contrôles visuels et des mesures d'épaisseurs par ultrasons. Interrogé sur ses outils de suivi, l'exploitant a indiqué qu'il suivait ses échéances de contrôles réglementaires par un fichier de type tableur réf. M FO 161 libellé Programme de surveillance. Ce tableur présente un onglet dédié aux contrôles PM2I. Consulté en séance, cet onglet ne montrait pas de dépassement d'échéance au jour de la visite. L'exploitant a ajouté que l'agent en charge du suivi des contrôles réglementaires consulte très régulièrement ce fichier. Par un code couleur, le fichier alerte automatiquement en cas de

dépassement ou à l'approche d'une échéance. L'exploitant a indiqué établir avec l'APAVE son programme d'inspection des Equipements sous Pression et des équipements PM2I en fin d'année N-1 pour l'année N.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation n°02 : L'exploitant vérifiera qu'en complément du contrôle visuel et des mesures d'épaisseurs, le plan d'inspection de la tuyauterie PM2I - 28 (réf. APAVE 21212218.03.1 du 25/04/2022) intègre bien des recherches de fissures dans les soudures, comme indiqué au § 2 de la procédure réf. M IT TEC 065 du 28/04/2023. Dans la négative, ces contrôles seront à définir (zones à contrôler), à intégrer dans le plan d'inspection de la tuyauterie et à réaliser lors du prochain contrôle. L'exploitant tiendra l'Inspection informée de ses démarches sur le sujet, dans un délai de <u>2 mois</u> (à compter du présent rapport).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 9) Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants : <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
Constats : En l'absence de réservoir de stockage suivi au titre du PM2I, il n'y a pas de massif ou rétention associé à suivre (directement) au titre du PM2I. Le recensement présenté par l'exploitant (transmis en amont de la visite par mél du 22/01/2026) n'identifiait qu'1 seul ouvrage à suivre au titre de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 : le rack réf. PM2I - 29 supportant la tuyauterie réf. PM2I - 28. Le cas de la rétention de la cuve d'eaux sales de la station d'épuration est traité au point de contrôle n°5 du présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme indiqué au point de contrôle n°5, l'exploitant devra intégrer <u>la rétention</u> de la cuve d'eaux sales de la station d'épuration à son suivi PM2I. Ce suivi permettra de valider l'une des conditions d'exemption du suivi de cette cuve.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : 10) Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; - (...). <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de la présente visite DREAL, l'exploitant avait recensé 1 seul ouvrage à suivre au titre de l'art. 6 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 : le rack de tuyauteries réf. PM2I - 29.</p> <p>Dans sa procédure réf. M IT TEC 065 "Vérifications des équipements USU soumis au plan de modernisation" version 3 du 28/09/2023, l'exploitant prévoit de contrôler le rack de tuyauteries PM2I - 29 tous les 12 ans, selon les modalités du guide DT 98.</p> <p>L'Inspection note que l'exploitant a prévu une périodicité de contrôle du rack de 12 ans. Selon la méthodologie de classement du guide DT98 (§ 3.2), cette périodicité est attribuée aux équipements de catégorie I, c'est-à-dire tous les équipements non classés en catégorie II qui sont dits "les plus critiques". Selon la terminologie du § 2.4 du guide DT 90, les équipements les plus critiques sont, pour les structures supportant les tuyauteries inter-unités, celles :</p> <p><i>"-dont la tuyauterie en cas de défaillance peut entraîner un risque technologique avec un niveau de gravité des conséquences "catastrophique" selon l'échelle de gravité de l'arrêté ministériel PCIG du</i></p>

29/09/2005 ;

- situé sur une zone 4 ou 5 de sensibilité environnementale".

Le rack de tuyauterie réf. PM2I - 29 a été vu par les Inspecteurs lors de la visite de terrain. Il chemine pour partie à proximité de la limite de site. Les Inspecteurs se sont interrogés sur l'atteinte de zones extérieures au site, en cas de défaillance du rack induisant une fuite de tuyauterie.

L'Inspection signale qu'un rack de tuyauterie de catégorie II est à contrôler tous les 6 ans. La note d'organisation de l'exploitant tout comme le recensement de l'exploitant ne donnent aucune information sur cette catégorisation.

Par ailleurs, comme expliqué au point de contrôle précédent, l'exclusion de la cuve d'eaux sales de la STEP pour absence de risque environnemental pré-suppose une rétention en bon état selon la terminologie du guide DT 92. Cette rétention est donc à réintégrer par l'exploitant parmi les équipements à suivre dans le cadre du PM2I.

En l'absence de rétention à suivre jusqu'ici, l'exploitant n'avait pas formalisé de modalités de suivi de rétention dans sa note d'organisation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°3 : L'exploitant transmettra à l'Inspection sous 2 mois (à compter de la réception du présent rapport) les éléments justifiant de la catégorie qu'il retient pour le rack de tuyauteries réf. PM2I - 29, au sens du § 3.2 du guide DT 98. En particulier, l'exploitant détaillera les éléments prouvant que ce rack ne fait pas partie des ouvrages "les plus critiques" (cf. § 2.4 et annexe I du guide DT90).

Observation n°4 : Lors de l'intégration de la rétention de la cuve d'eaux sales de la STEP parmi les équipements suivis au titre du PM2I, l'exploitant complètera sa note d'organisation déclinant la démarche du PM2I sur son établissement avec les modalités de contrôle des rétentions. L'exploitant transmettra le document ainsi modifié à l'Inspection sous 2 mois (à compter de la réception du présent rapport).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 11) Examen d'un dossier de tuyauterie – Etat initial, PI et compte-rendu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (tuyauterie soumise)

Prescription contrôlée :

(...) À l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.

L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)

Constats :

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a examiné le dossier de la tuyauterie réf. PM21 - 28.

L'exploitant a présenté le rapport APAVE n°21212218.03.1 du 25/04/2022 qui contient à la fois l'état initial et le plan d'inspection de la tuyauterie.

Etat initial :

Le document indique que l'équipement est une tuyauterie en Inox 316L de D_n 80 mm non calorifugée et construite en 2015. Cette tuyauterie connecte les 4 stations de dépotage (L450C, L451, L452 et L453A) au bâtiment 301.

Lors de la visite de terrain, l'exploitant a présenté la section de tuyauterie provenant de la station L450C vers le bâtiment 301. Hormis la connexion au poste de dépotage (près du sol), cette section se trouve très majoritairement en hauteur, sur la structure de l'auvent et sur le rack (réf. PM21 - 29).

Le dossier comporte un plan ISO.

L'état initial mentionne une épaisseur nominale de 2 mm, et des épaisseurs de calcul de 0,54 mm en extrados et de 0,82 mm en intrados.

Plan d'inspection :

S'agissant d'une tuyauterie susceptible de véhiculer un fluide avec mention de dangers H400, l'exploitant a attribué à cette tuyauterie une classe 1 (cf. § 6 du guide DT 96).

En cohérence avec ce même paragraphe du DT 96, le plan d'inspection prévoit un contrôle visuel et des mesures d'épaisseurs tous les 60 mois.

Rapports de contrôle :

A la demande des Inspecteurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu du dernier contrôle périodique réalisé sur cette tuyauterie.

L'exploitant a supposé que le rapport APAVE (dont les références sont rappelées ci-dessus) valait rapport de contrôle. En séance, après recherches approfondies dans ce document, il a été constaté qu'il ne comportait aucun résultat de contrôle. Les Inspecteurs et les représentants de l'exploitant ont convenu que ce document ne constitue pas un rapport de contrôle.

A la suite de la visite, par message électronique du 25/02/2026, l'exploitant a transmis le bon de commande validé n°661127097 du 24/02/2026 pour la prestation de contrôle de cette tuyauterie. L'offre technique du prestataire était jointe au message : "proposition technique et commerciale" réf. APAVE n°3284115.1 du 23/02/2026. Cette référence apparaît bien dans le bon de commande cité ci-dessus.

Cette offre prévoit une visite le 02/04/2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour le contrôle de la tuyauterie réf. PM21-28, l'exploitant a fourni à l'Inspection un bon de commande validé avec une date d'intervention prévisionnelle. L'Inspection considère la réalisation de cette action comme certaine. Ainsi, pour cette non-conformité, l'Inspection ne propose pas de mise en demeure à ce stade, mais plutôt la demande de justificatif ci-dessous.

Demande de justificatif n°02 : L'exploitant transmettra à l'Inspection le compte-rendu de la visite de la tuyauterie réf. PM2I - 28 prévue le 02/04/2026 (par messagerie électronique dès qu'il sera disponible).

Observation n°05 : L'Inspection invite l'exploitant à davantage de vigilance pour la définition du périmètre d'intervention de son prestataire en matière de PM2I, ainsi que dans l'analyse des comptes-rendus et documents établis par ce même prestataire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : 12) Examen d'un dossier d'ouvrage de Génie Civil

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Examen d'un dossier d'équipement (rack soumis)

Prescription contrôlée :

Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :

- les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et
- les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ;
- (...).

L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.

A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.

Constats :

Pour ce point de contrôle, l'équipe d'inspection a demandé à consulter le dernier rapport de contrôle du rack de tuyauterie réf. PM2I - 29.

Dans sa note "Vérifications des équipements soumis au plan de modernisation" réf. M I TEC 065 version 3 du 28/09/2023, l'exploitant prévoit un contrôle visuel tous les 12 ans. Cette périodicité est cohérente avec les dispositions des § 3.2 et 8.1.3 du guide DT 98 pour les ponts de tuyauteries de catégorie I.

L'exploitant a présenté le rapport APAVE réf. 21212218.07.1 du 25/04/2025 pour une visite réalisée le 21/10/2021. Ce rapport relevait notamment :

- 1 remarque relative à de la corrosion sur une tôle d'habillage (tôle démontée depuis, car sans

utilité) ;

- 1 défaut D2 (déjà résolu d'après les informations de l'exploitant recueillies à l'oral).

Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document formalisant son analyse de la fiche de surveillance du 25/04/2025. L'Inspection a rappelé que cette fiche est à établir de façon formalisée dans les 3 mois suivant la date du contrôle (cf. § 8.2 du guide DT 98).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°03 : L'exploitant transmettra à l'Inspection sous 2 mois (à compter de la réception du présent rapport) le document formalisant son analyse de la fiche de surveillance pour la visite réalisée le 21/10/2021 sur le rack de tuyauteries réf. PM2I - 29. Ce document devra être établi suivant les dispositions du § 8.2 du guide DT 98.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois